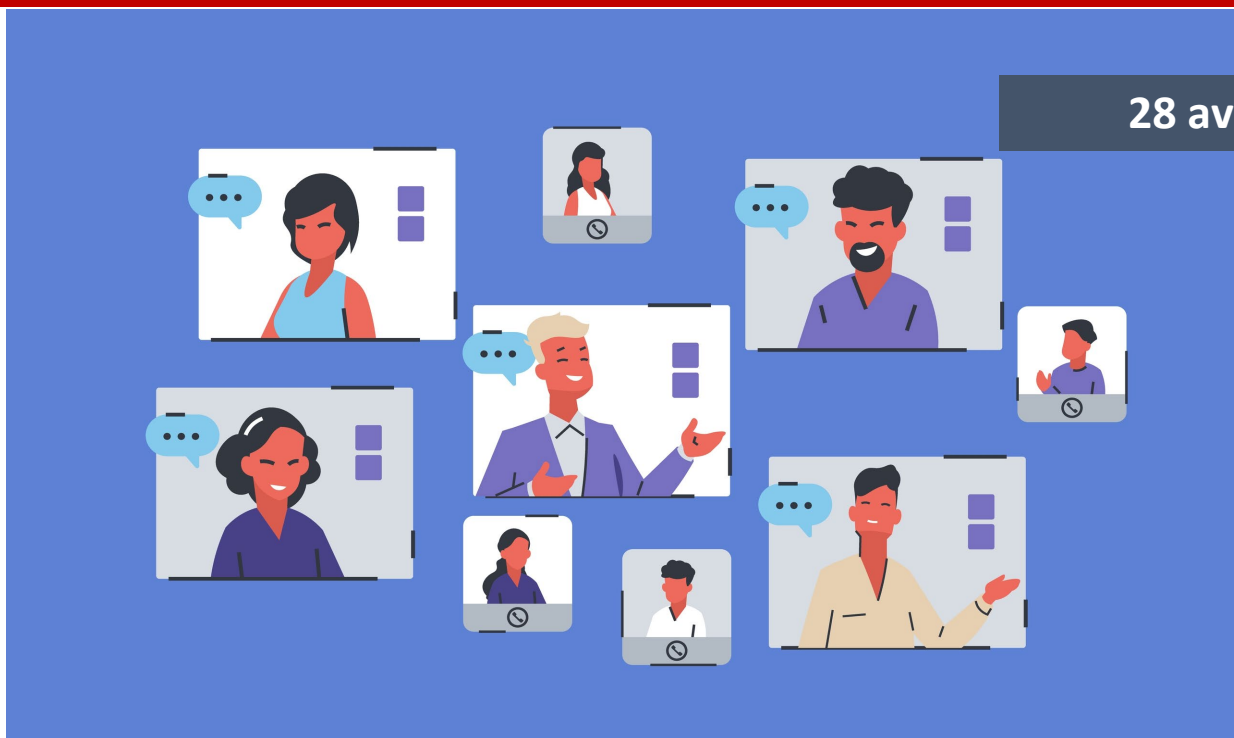


28 avril 2022**Date et heure :** Jeudi 28 avril 2022, 14h00 – 15h00 (CET)**Format :** Webinaire Zoom. L'inscription préalable est nécessaire. [lien à venir]**Public cible :** Décideurs politiques et acteurs de l'enseignement supérieur**Languages :** Anglais/Français, avec interprétation simultanée

Contexte

Au cours des deux dernières décennies, l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur a connu un essor considérable dans le monde entier. L'augmentation rapide des effectifs, la diversification de l'offre et des structures de gouvernance et, dans certaines régions, la croissance de la mobilité des étudiants ont accru la demande des mécanismes et d'agences d'assurance qualité. Les établissements d'enseignement public, privé et à distance ont augmenté en nombre, en taille et en portée, ce qui soulève des questions de qualité et de responsabilité.

Le Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2021/2 sur les acteurs non étatiques de l'éducation souligne comment les cadres juridiques de l'assurance qualité reflètent les disparités existantes dans le monde. Les pays à revenu élevé ont généralement mis en place des agences et des mécanismes d'assurance qualité diversifiés, tandis que les pays à faible revenu, dont les systèmes d'enseignement supérieur sont en pleine expansion, ont souvent du mal à mettre en place un système national d'assurance qualité, ce qui rend les étudiants plus vulnérables aux prestataires qui souhaitent les exploiter. Les rôles et responsabilités de ces agences varient également en fonction des directives nationales.

Alors que les établissements d'enseignement supérieur privés ont proliféré, les réglementations n'ont pas suivi le rythme dans de nombreux pays. En outre, la présence de fraudes, de prêts frauduleux et de pratiques d'exploitation souligne l'importance de la mise en place de réglementations judicieuses et d'une assurance qualité efficace. Pourtant, même lorsque ces mécanismes d'assurance qualité sont bien exécutés dans plusieurs pays, peu de résultats atteignent le public ou même d'autres groupes professionnels.

L'établissement de structures de qualité pour l'assurance qualité de l'enseignement supérieur sont cruciales pour établir une confiance dans le processus de qualification et de protection des normes et de l'intégrité académiques. Elles constituent également un pilier fondamental de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur et des conventions régionales de reconnaissance.

L'impact de la pandémie de Covid-19 est une preuve supplémentaire que l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur doit avoir la capacité de répondre à des contextes complexes. Les effets de la pandémie continuent de peser lourdement sur l'assurance qualité de l'enseignement supérieur, avec des retards et annulation des processus d'examen internes et externes, et des difficultés à évaluer et accréditer l'apprentissage en ligne.

Objectifs et Ordre du jour

Il s'agit de la septième édition de la série de Conversations sur l'enseignement supérieur organisée à l'approche de la 3e Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (Barcelone, 18 - 20 mai 2022). Elle vise à réunir des décideurs politiques et des parties prenantes de l'enseignement supérieur pour discuter de la manière dont une assurance qualité transfrontalière efficace au niveau de l'enseignement supérieur peut contribuer à atteindre la cible 4.3 des ODD.

Les principales questions à examiner sont les suivantes :

- Quel est le rôle de l'assurance qualité dans le processus de reconnaissance ?
- Quels sont les principaux défis auxquels sont confrontés les gouvernements pour mettre en place des organismes/mécanismes solides d'assurance qualité ?
- Comment l'assurance qualité peut-elle contribuer à rendre les systèmes d'apprentissage tout au long de la vie innovants et efficaces ?
- Quel est/devrait être le rôle des réseaux d'assurance qualité et des réseaux régionaux de centres d'information ?
- Quelles sont les meilleures pratiques d'assurance qualité dans l'enseignement supérieur, tant internes qu'externes ?

Jeudi 28 avril 2022	
14h00 – 14h05	<p>Ouverture :</p> <p>M. Borhene Chakroun, Directeur de la Division des politiques et des systèmes d'apprentissage tout au long de la vie, UNESCO</p>
14h05 – 14h25	<p>Discussion :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme Susana Karakhanyan, Directrice de la politique et de la réglementation de l'enseignement supérieur au Département de l'Éducation et des Connaissances d'Abu Dhabi, EAU, et ancienne Présidente d'INQAAHE • M. David Mills, Député Directeur du Centre Mondial for l'Enseignement Supérieur, et Professeur Associé à l'Université d'Oxford • Mme Cynthia Jackson-Hammond, Présidente du Concile de l'Accréditation de l'Enseignement Supérieur, États-Unis • Mme Jenneke Lokhoff, Présidente du Bureau ENIC et membre du comité consultatif NARIC <p>Modératrice : Mme Qingling Kong, Agent de Projet Associée, UNESCO</p>
14h25 – 14h55	Séance de Questions/Réponses
14h55 – 15h00	Synthèse

Pour les prochaines discussions, veuillez consulter : <https://fr.unesco.org/news/higher-educationconversations>